

Les dessous de la colère agricole



Manifestation des agriculteurs à Berlin (Allemagne) en 2019. Crédits: Pixabay

Récemment, les agriculteurs Français ont multiplié les manifestations pour exprimer leur colère. Une façon de dire stop à un système qui ne leur convient plus et un moyen d'avoir une forte visibilité. Revenons sur les causes de cette mobilisation du monde agricole qui a débuté le 18 janvier 2024.

Pour comprendre cette situation, il convient de rappeler quels métiers composent la catégorie socio-professionnelle des agriculteurs. [Selon l'INSEE](#), « ce secteur de l'économie comprend les cultures, l'élevage, la chasse, la pêche et la sylviculture ». En 2019, il y avait 400 000 personnes regroupées dans la catégorie des « *agriculteurs exploitants* », ce qui représente « 1,5 % de l'emploi total » contre 7,3% en 1984 d'après [les données](#) de l'INSEE.

Aujourd'hui, les agriculteurs représentent donc une faible part de la population active. Pourtant, leur profession ne reste pas moins indispensable à la société, étant donné qu'ils représentent le premier maillon de la chaîne alimentaire.

Être agriculteur aujourd'hui: une perte de reconnaissance

D'abord, la crise qui touche les agriculteurs est sociale. « *La majorité des agriculteurs qui manifestent ne sont pas libres de leur travail, ni libres des revenus de leur travail* », [explique](#) Jocelyne Porcher, sociologue et directrice de recherches à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA). « *Ils manquent de temps, ils manquent de revenus, ils manquent de collègues, ils manquent de reconnaissance* », ajoute la sociologue. Ce manque de reconnaissance s'inscrit dans un contexte de méfiance vis-à-vis des pratiques agricoles. Ainsi, la profession est souvent pointée du doigt pour son rôle dans la dégradation du climat. Un

rapport du Commissariat général au développement durable [rappelle](#) d'ailleurs qu'en 2019, « *l'agriculture est le deuxième poste d'émissions de gaz à effet de serre de la France* ». À l'heure du réchauffement climatique, ce type de chiffre peut contribuer à une stigmatisation, ou en tout cas, un manque de reconnaissance envers une profession qui n'aurait que faire de l'environnement. Bien sûr, l'idée n'est pas de minimiser les inconvénients de l'agriculture moderne. Mais il est important de s'intéresser à la réalité du métier pour éviter les idées reçues à son propos. Comme le rappelle Jocelyne Porcher, « *l'élevage est un métier du soin. Soins des animaux, mais aussi soins des sols, soins de la nature* ». Donc, que ce soit l'élevage ou la culture des terres, le métier exige un contact particulier avec la nature.

Du point de vue des agriculteurs, le constat est similaire. Cela s'observe dans la [synthèse](#) publiée le 24 janvier 2024 par la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA). Par exemple, la première revendication porte sur la dignité des agriculteurs qui se sentent « *abandonnés* ». De plus, malgré le soutien de la population lors de crises, ils « *font généralement l'objet de vives critiques* », notamment pour les causes citées plus haut. « *Cela provoque un sentiment de mal être généralisé et de manque de considération de la profession* », conclut la FNSEA.

Une bureaucratisation de l'agriculture

Mais impossible d'évoquer l'aspect social de la colère des agriculteurs sans se pencher sur la dimension administrative incluse dans cette activité.

La chercheuse en sciences politiques Blandine Mesnel a étudié ce phénomène de paperasse qui touche les exploitants agricoles. [Selon](#) elle, la PAC constitue une grande partie du problème. En effet, « *la bureaucratisation de la PAC se distingue des autres parce qu'elle est perçue comme particulièrement illégitime [par les agriculteurs]* », explique-t-elle.

Premier problème, les conditions pour bénéficier des subventions de la PAC « *sont de plus en plus précises et nombreuses* », indique Blandine Mesnel.

Il n'est donc pas si facile de bénéficier de cette politique européenne. Cela exige une « *mise aux normes des bâtiments d'élevage, exigences de couverture minimale des sols, maintien de bandes tampon le long des cours d'eau et de particularités topographiques (haies, mares, bosquets)* », [rappelle](#) la chercheuse en sciences politiques. Autant de mesures qui peuvent être coûteuses et chronophages pour les agriculteurs.

Deuxième problème identifié par Blandine Mesnel, le contrôle du respect de ces normes. Ainsi, « *chaque État membre doit développer un dispositif adapté de contrôle et de traçabilité bureaucratique des pratiques professionnelles* », écrit la chercheuse. Or cette surveillance ajoute une « *surcharge administrative* » pour les agriculteurs, ajoute-t-elle.

Une agriculture sous perfusion ?

« *Si nous n'avions plus d'aides PAC, ce serait suicidaire* », commente Philippe Pinta, président de l'Association générale des producteurs de blé (AGPB) dans un [article](#) du Monde.

Cette phrase résume à elle seule tous les problèmes économiques auxquels fait face le secteur agricole aujourd'hui en France. « *Elles représentent 47 % du revenu des agriculteurs français en moyenne* », rappelle le député européen Michel Dantin dans un [article](#). Face à un tel chiffre, on peut parler d'une dépendance des agriculteurs Français aux subventions européennes. Concrètement, cette dépendance « *est la résultante d'un système économique dans lequel, pour de nombreuses exploitations, le prix de vente des produits agricoles est insuffisant pour faire face aux coûts de production engagés* », [explique](#) Vincent Chatellier, économiste à l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (INRAE).

La colère des agriculteurs est en fait la conséquence d'un système qui laisse peu de place aux agriculteurs et finalement peu de moyens financiers.

Le refus de la hausse du gazole non routier

Aujourd'hui, les agriculteurs font face à des difficultés économiques. La gestion des exploitations agricoles devient alors compliquée. La hausse du prix du gazole non routier (GNR) figure dans les causes principales de cette mobilisation. Ce GNR alimente de nombreux engins utilisés pour les travaux mais aussi pour l'agriculture. Or, son coût a augmenté pour équilibrer la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) entre les citoyens et les agriculteurs. Suite aux mesures annoncées par le gouvernement de Gabriel Attal, les agriculteurs ont finalement réussi à empêcher la hausse du GNR. Dans un [article](#) du journal *Le Monde*, Patrice Geoffron, professeur d'économie à l'université Paris-Dauphine-PSL explique que « *la montée des contraintes fiscales aurait surtout du sens si les agriculteurs disposaient à court terme de solutions pour émettre moins de gaz à effet de serre* ». La colère des agriculteurs sur la hausse du GNR doit donc être comprise comme un cri d'alarme. En effet, comment obliger tout le secteur à stopper l'utilisation du GNR s'il n'y a aucune alternative énergétique derrière ?

La guerre des prix

Autre grand problème des agriculteurs; la guerre des prix provoquée par les centrales d'achat. Celles-ci sont [décrites](#) comme des « *structures commerciales auxquelles s'associent des enseignes de la grande distribution afin de négocier en commun auprès de leurs fournisseurs* ». Parmi ces centrales d'achats, on compte celle regroupant Intermarché et le groupe Casino, celle de Carrefour et Dia, celle de Auchan et Système U ou encore celle formée par E.Leclerc. Le but des centrales d'achat est de permettre aux géants de la distribution de grouper leurs commandes. Ainsi, ces groupes bénéficient d'avantages économiques en réalisant des volumes d'achats très importants. Pour les agriculteurs, ces centrales d'achats permettent aux distributeurs de « *spéculer sur les prix en augmentant leurs marges sur le dos des producteurs et des consommateurs* ». Au niveau macroéconomique, ces centrales d'achat représentent donc une menace pour le secteur agricole. « *La grande distribution est en situation d'oligopole avec ses 4 grandes centrales d'achat. Elle fait la pluie et le temps sur nos prix, et nous subissons la tempête* », s'indigne le syndicat

Confédération paysanne dans un [post](#) publié sur le réseau social X. Les agriculteurs se sentent donc lésés car ils ne peuvent négocier les prix auxquels les centrales d'achat achètent leurs produits.

La colère du monde agricole peut donc s'expliquer à travers ces diverses contraintes socio-économiques qui étouffent les professionnels et leurs métiers. Le salon de l'agriculture qui aura lieu du 24 février au 3 mars prochain, sera l'occasion pour les agriculteurs de faire le point sur la crise qui affecte leur secteur.

Pierrick Mouëza pour *CS Actu*